DISCOURS DE SON EXCELLENCE EVARISTE NDAYISHIMIYE, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI, PRESIDENT SORTANT DU MECANISME REGIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD CADRE (ROM), A L'OCCASION DE LA 12EME REUNION DE HAUT NIVEAU DU MECANISME DE SUIVI DE L'ACCORD CADRE POUR LA PAIX, LA SECURITE ET LA COOPERATION POUR LA RDC ET LA REGION .

ENTEBBE, 28 MAI 2025

- Excellence Monsieur Yoweri Kaguta MUSEVENI, Président de la République de l'Ouganda et Président entrant du Mécanisme Régional de Suivi de l'Accord-Cadre ;
- Excellences, Mesdames, Messieurs, Chefs de Délégations, Hauts Représentants des Chefs d'Etat signataires de l'Accord-cadre ;
- Monsieur le Représentant du, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies ;
- Monsieur le Représentant du Président de la Commission de l'Union Africaine ;
- Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CIRGL ;
- Distingués Invités, tout protocole observé.

1. Qu'il me soit permis de commencer par rendre grâce au Dieu Tout Puissant, qui nous a permis de nous réunir dans cette belle ville d'Entebbe.

Qu'il continue de nous guider durant les travaux de cette 12^{ème} réunion de haut niveau du Mécanisme Régional de Suivi de l'Accord Cadre d'Addis-Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, dont je salue l'excellente organisation.

2. Je remercie particulièrement notre Mzee, le Président Yoweri Kaguta MUSEVENI, pour l'accueil fraternel et chaleureux, ainsi que l'hospitalité légendaire qui nous ont été réservés, depuis notre arrivée dans cette belle ville de Kampala, en République de l'Ouganda, la Perle de l'Afrique.
3. Je voudrais par cette même occasion, transmettre à travers Vos Excellences, les sincères et amicales salutations du peuple burundais au peuple ougandais ainsi qu'aux peuples respectifs des Pays signataires de l'Accord Cadre.

Excellences, Mesdames, Messieurs

4. Douze ans se sont écoulés, après la signature de l'Accord-Cadre, intervenue le 24 février 2013 à Addis-Abeba.

Cet Accord a l'objectif principal de mettre fin au conflit armé dans l'est de la RDC et de résoudre les causes profondes de la violence et des guerres répétitives dans la région.

Il vise aussi à établir une paix durable, à renforcer la sécurité et à favoriser la coopération régionale pour la paix et le développement durable.

5. Depuis sa signature en 2013, et particulièrement depuis le dernier Sommet du Mécanisme de suivi de sa mise en œuvre tenu à Bujumbura en 2023, nous avons parcouru un chemin plein d'embûches.

En effet, la guerre est devenue plus dévastatrice qu'auparavant.

Le début de cette année 2025 a été marquée par une situation grave avec la résurgence de la guerre déclenchée par le M23, soutenu par le Rwanda.

La conquête et l'occupation des territoires congolais à l'Est, la prise de l'Aéroport de Goma et de Bukavu, ainsi que le blocage et la destruction des infrastructures ont occasionné des conséquences désastreuses : massacres, violations massives des droits de l'homme, afflux de réfugiés et déplacés, appauvrissement des populations, anéantissement des activités économiques, pillages, etc ... ; une situation qui va de mal en pire aussi longtemps que la guerre perdure.

6. Les efforts régionaux et internationaux en soutien au Gouvernement congolais pour le rétablissement de la paix n'ont pas donné de résultats satisfaisants.

La Communauté Est Africaine qui, pourtant avait marqué des avancées significatives dans la recherche de la solution pacifique s'est heurtée au manque de volonté du M23 d'entamer le premier pas vers le rassemblement et le cantonnement des combattants.

Moi-même, en tant Président du sommet des Chef d'États de la Communauté Est Africaine d'alors, j'ai rencontré à maintes reprises les responsables du M23 à Bujumbura pour chercher ensemble une issue favorable à toutes les parties au conflit, mais au moment où on allait assister au déclenchement du processus de paix, la guerre a resurgi jusqu'à ce jour.

La force régionale a alors été obligée de plier bagage, laissant sur place l'Uganda et le Burundi qui agissent au Côté du Gouvernement de la RDC sous l'égide des accords bilatéraux de défense commune.

7. En plus de cela, j'ai pris l'initiative d'être à l'écoute des communautés congolaises en rencontrant leurs chefs coutumiers.

Parmi tant d'autres, j'ai eu particulièrement des discussions avec la communauté des Banyamulenges et nos échanges ont été fructueux, car, même s'il y a quelques fois une certaine réticence due aux influences externes, une partie non négligeable de cette communauté se reconnaît congolais.

Je tiens ici à féliciter notre frère Président Antoine Felix Tshisekedi Tshilombo, qui a concrétisé sa compréhension en les intégrant dans les institutions de l'État en tant que congolais.

8. Après le départ de la force régionale, les forces de la SADC sont venues épauler les FARDC pour rétablir la paix dans cette région, mais suite à l'intervention des Forces de Défense Rwandaises aux côtés du M23, ces efforts ont aussi échoué.

Aujourd'hui, le Nord Kivu et une partie du Sud Kivu échappe au contrôle du Gouvernement avec toutes les conséquences qui en découlent quant à l'exécution des missions régaliennes de l'État congolais.

La population de cette partie du territoire erre comme des brebis sans berger.

9. Les efforts de médiation dans les processus de Nairobi et de Luanda semblent ne pas apporter de fruits malgré les efforts fournis par le Président Angolais SE Joao Manuel Lourenco et l'Ancien Président Kenyan, SE Uhuru Kenyatta.

Je voudrais cependant saluer toutes les bonnes initiatives prises et les différents processus, en Afrique ou en dehors du continent africain, qui contribuent encore à la recherche des solutions par la voie négociée.

Je salue les efforts déployés à l'échelle régionale, notamment par l'Union africaine, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi que des efforts consentis par le Secrétaire General de l'Organisation des Nations Unies pour rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la République Démocratique du Congo.

Je salue également la nomination du groupe d'éminents facilitateurs pour le processus EAC-SADC, dont deux femmes, qui appuient le Médiateur désigné de l'Union Africaine, Son Excellence Faure Gnassingbé, Président de la République Togolaise, ayant succédé à Son Excellence Joao Manuel Lourenço, Président de la République d'Angola, à qui nous adressons encore une fois nos remerciements pour son remarquable travail, accompli dans le cadre du processus de Luanda.

Excellences, Mesdames, Messieurs

10. Au moment où je vous parle, la guerre qui sévit à l'Est de la RDC a atteint son paroxysme et si rien n'est fait, elle risque non seulement de s'étendre dans les autres provinces de la RDC mais elle peut aussi embraser certains pays de la sous-région.

En effet, les groupes armés étrangers qui sévissent dans cette partie du territoire de la RDC, profitant du soutien de certains pays comme le Rwanda, sont aux aguets pour tirer profit de cette situation.

11. J'ai eu l'occasion d'alerter la communauté internationale et régionale sur le danger que présente l'élargissement au quotidien de l'étendue du champ de bataille, pour la région.

Non seulement, cela peut provoquer un afflux de réfugiés incontrôlable, mais cela présente une occasion pour les criminels de faciliter la circulation des armes dans les pays de la sous-région, ce qui risque de créer des tensions entre certains pays.

12. A cette occasion, je tiens à saluer la réaction prompte des différents foras internationaux notamment la résolution 2773 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, Condamnant avec fermeté l'offensive menée par le M23 dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu avec le soutien de la Force de défense rwandaise, ainsi que la prise de contrôle de la ville de Goma et celle de Bukavu.

Je salue aussi la session du Conseil des Droits de l'Homme, le Sommet de la CEEAC et le Sommet de l'Union Africaine, tous tenus en février 2025, qui ont tous condamné les atrocités commises et qui ont pris des décisions et formulé des recommandations qui ont apporté une contribution significative en faveur de la paix dans la Région.

Excellences, Mesdames, Messieurs

13. Les obstacles rencontrés ne pourraient en aucun cas, nous empêcher de saluer les réalisations des deux dernières années en guise de bilan et de mise en œuvre de l'Accord-Cadre.

14. Des consultations de haut niveau, que moi-même j'ai mené, d'abord en ma qualité de Président de l'EAC et aussi en qualité de Président du Mécanisme de l'Accord-Cadre ; des rapprochements diplomatiques entre certains pays ; l'organisation pacifique des élections en RDC, sont autant de faits à saluer dans nos pays.

15. Par ailleurs, l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs en consultation ou conformément à nos orientations et nos encouragements, a mené autant d'initiatives et de contacts, notamment aux USA, au Togo, au Qatar avec pour objectif de contribuer pour la paix dans la Région.

Je voudrais féliciter à la même occasion les Institutions garantes de l'Accord-Cadre : l'ONU, l'UA, la SADC et la CIRGL pour leur remarquable contribution en vue de la mise en œuvre de l'Accord.

Excellences, Mesdames, Messieurs ;

16. Au cours du 11^{ème} Sommet du ROM, plusieurs recommandations et encouragements ont été formulés.

En effet, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont réaffirmé la pertinence de l'Accord-cadre en tant que moyen de promouvoir une paix et une stabilité durables dans la région et ont demandé au Comité d'Appui Technique (CAT), de procéder à une « évaluation indépendante, franche et sincère de la mise en œuvre de l'Accord-cadre, en soulignant ses forces et ses faiblesses, et d'examiner comment les pays signataires adhèrent à ses principes et à ses engagements ».

17. A cet effet, c'est avec satisfaction que je me félicite du travail accompli pour la revitalisation de l'Accord-Cadre dont le document assorti d'un plan d'action va vous être présenté.

Ce travail est le résultat de plusieurs étapes, notamment une retraite y relative des pays signataires, des Institutions garantes et d'autres partenaires, organisée à Durban en Afrique du Sud, en octobre-novembre 2023 ; suivi de plusieurs réunions du Comité d'Appui Technique et de la session ministérielle qui a eu lieu hier, ici en Ouganda.

18. De même, le communiqué final du 11^{ème} Sommet du Mécanisme de suivi a mis en exergue le soutien à la pleine participation des femmes et des jeunes à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et aux dialogues politiques dans la région, y compris les processus de Nairobi et de Luanda.

Des encouragements ont été formulés à l'endroit de la République du Burundi, en tant que Présidence entrante du Mécanisme Régional de Suivi, à organiser une plateforme de dialogue avec les femmes et les jeunes de la région afin de leur permettre de contribuer aux efforts régionaux de paix.

19. Je suis heureux de vous annoncer que le dialogue continental intergénérationnel sur la jeunesse, la paix et la sécurité a été couplé au Forum

des jeunes des pays signataires de l'Accord-cadre, et s'est tenu à Bujumbura au Burundi du 14 au 16 décembre 2023.

J'ai moi-même, en ma qualité de Président en exercice du Mécanisme Régional de Suivi et champion de l'Union africaine pour l'agenda jeunesse, la paix et la sécurité, ouvert les travaux et prodigué des conseils et orientations à la jeunesse, conformément à l'agenda 2063 de l'Union Africaine et à la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, avec des témoignages concernant les actions louables par ou en faveur de la Jeunesse.

20. De même, les activités du Forum Régional des femmes des pays membres du Mécanisme Régional de Suivi des pays signataires de l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région ont eu lieu les 22 et 23 août 2024 à Bujumbura sous le thème : « Promouvoir le programme régional pour la paix, la sécurité et la coopération économique par la prévention, la protection et le relèvement. »
21. J'ai également moi-même procédé à l'ouverture des travaux, soulignant le rôle indispensable des femmes dans la prévention et la résolution des conflits ; encourageant les Chefs d'État et de Gouvernement des pays signataires de l'Accord cadre de concentrer les efforts visant à prendre en compte la voix de la femme ; mettant en exergue l'impact des conflits sur les femmes et la nécessité de leur pleine participation aux processus de paix et de sécurité ; tout en encourageant les femmes à développer des stratégies efficaces pour construire une paix durable.
22. Toujours dans le cadre de la mise en œuvre des décisions et recommandations du 11^{ème} Sommet du Mécanisme Régional de Suivi de l'Accord-Cadre, la Cellule opérationnelle du Groupe de Contact et de Coordination sur les mesures non-militaires a été encouragée à poursuivre son engagement auprès des groupes armés étrangers en RDC, en toute transparence avec le Gouvernement Congolais.
23. Les résultats de la mission effectuée en RDC en septembre 2024 par la Cellule opérationnelle du Groupe de Contact et de Coordination (GCC), un mécanisme de l'Accord-Cadre, sur les mesures non-militaires à l'Est de la RDC, axée sur le désarmement en vue du rapatriement des anciens combattants, ont été déterminants pour l'organisation d'un atelier technique afin de permettre l'élaboration d'un cadre légal national pour la réintégration des ex-combattants qui ont renoncé à la violence.

Cet atelier a été organisé en décembre 2024 à Bujumbura. Le processus de mise en place du cadre légal suit son cours.

Excellences, Mesdames, Messieurs ;

24. Je m'en voudrais si je ne souligne pas le rôle joué par les uns et les autres dans la réussite de la mission qui m'était assignée.

Ainsi, je me permets de noter que ces résultats ont été possibles grâce notamment à une collaboration étroite et productive entre les services de renseignement burundais et congolais, à l'appui du Bureau de l'Envoyé Spécial des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs ainsi que d'autres partenaires à qui j'adresse mes sincères remerciements.

Excellences, Mesdames Messieurs.

25. Je ne peux terminer la présentation de ce rapport sans parler de la contribution du Burundi comme pays signataire dans la mise en œuvre des principes énoncés dans l'Accord-cadre.

Je voudrais d'abord rappeler les principes auxquels les pays de la région se sont engagés. Il s'agit de :

- a. Ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des États voisins ;
- b. Ne pas tolérer, ni fournir une assistance ou un soutien quelconque à des groupes armés ;
- c. Respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États voisins ;
- d. Renforcer la coopération régionale, y compris à travers l'approfondissement de l'intégration économique avec une attention particulière accordée à la question de l'exploitation des ressources naturelles ;
- e. Respecter les préoccupations et intérêts légitimes des États voisins, en particulier au sujet des questions de sécurité ;
- f. Ne pas héberger ni fournir une protection, de quelque nature que ce soit, aux personnes accusées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, d'actes de génocide ou de crimes d'agression, ou aux personnes sous le régime de sanctions des Nations Unies ; et
- g. Faciliter l'administration de la justice, grâce à la coopération judiciaire dans la région.

Excellences , Mesdames , Messieurs ;

26. Ces engagements nous interpellent tous aujourd'hui et le Burundi les a pris comme cheval de bataille.

En ce qui concerne le Burundi, il a déjà pris la position ferme et positive de ne jamais être partie au conflit mais plutôt d'être partie à la solution.

Le Burundi est déterminé à jouer un rôle clé dans la création de l'environnement favorable pour offrir un espace de paix, permettant à la région de s'épanouir dans la tranquillité.

27. Alors que dans le passé, le Burundi était un fardeau pour l'Afrique et la région, il est devenu aujourd'hui un pays stable et réconcilié.

La paix et la sécurité règnent sur tout le territoire national du Burundi et demeurent une priorité du Gouvernement et du peuple burundais, contribuant ainsi aux missions de paix dans la région.

Au niveau national toujours, d'autres activités importantes en faveur de la paix et du développement sont réalisées, y compris l'encadrement de la jeunesse et le renforcement du leadership féminin.

28. La population burundaise s'apprête à participer paisiblement aux élections législatives et communales le 5 juin 2025.

A cet effet, la communauté nationale et internationale a été témoin, le 9 mai 2025, du lancement de la campagne électorale au Burundi que j'ai moi-même lancé, cérémonie au cours de laquelle, tous les candidats des partis politiques se sont alignés comme les équipes au championnat des jeux olympiques et ont défilé ensemble, main dans la main, confiants en ce processus électoral financé par les burundais eux-mêmes.

Ce signe traduit à suffisance la maturité démocratique de mon peuple, et je peux vous témoigner avec assurance que ces élections seront démocratiques, libres, transparentes et apaisées.

29. Au sujet de la solidarité et des actions humanitaires, permettez-moi de souligner qu'à la suite de la guerre à l'Est de la RDC, particulièrement depuis le début de cette année 2025, le Burundi, a fraternellement accueilli plus de 120.000 réfugiés congolais.

A ce sujet, le Burundi a besoin d'un appui multiforme de ses partenaires pour accomplir davantage ces louables actions humanitaires.

Je tiens aussi à remercier le gouvernement congolais à travers le bureau de la première dame congolaise qui s'est joint au bureau de la première du Burundi pour venir en aide à cette population réfugiée.

Je remercie aussi les associations locales et les confessions religieuses burundaises pour leur compassion, qui se manifestent par les soutiens multiformes aux besoins des réfugiés congolais.

Aussi dans cette logique de soutenir la RDC pendant ces moments de crise, non seulement le Burundi accueille ces enfants de la nation congolaise mais aussi, le Burundi aide le gouvernement congolais à secourir cette population en détresse à l'intérieur de ce pays.

30. Comme je viens de le dire, le Burundi offre un espace de paix aux voisins dans la région.

Nous nous félicitons de la cohabitation pacifique avec les États voisins même si, nous ne pouvons pas être hypocrite en la matière, il y a un contentieux entre le Burundi et le Rwanda mais le Burundi est déterminé à chercher une voie de sortie par le dialogue, nous attendons avec patience et beaucoup d'espoir, la manifestation de la bonne foi du côté du Rwanda pour mettre fin à ce contentieux de façon pacifique.

Pour nous, nous ne croyons en aucun cas que le conflit entre les États peut se résoudre par la guerre ; nous devons privilégier cette voie de dialogue.

C'est ainsi que même pour juguler les causes profondes du conflit en RDC, le Burundi est disposé à donner sa contribution, jouissant de son expérience dans la réconciliation nationale.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

31. Permettez-moi avant que je chemine vers la fin de mes propos, de rappeler la grande responsabilité qui nous incombe tous, et les initiatives à soutenir pour nous attaquer davantage aux causes profondes des conflits dans la région.

En effet, **Excellences Mesdames et Messieurs,**

Le conflit en RDC ne prend pas l'origine dans les causes liées à la frontière.

La RDC, le Rwanda et le Burundi partagent une histoire harmonieuse depuis la colonisation.

En effet, pendant la colonisation belge, Bujumbura était la capitale de la région comprenant le district de Kivu ayant comme capitale Goma, tandis que le royaume du Rwanda et du Burundi avait respectivement la capitale Kigali et Gitega.

Les trois entités vivaient en symbiose comme dans un État Fédéré.

32. Après l'indépendance, il a été créé une Communauté Économique de des Pays des Grands Lacs (CEPGL) avec comme capitale, Gisenyi.

Son objectif était de promouvoir l'intégration économique régionale entre ses membres, en favorisant la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, ainsi que la sécurité régionale.

Avant l'indépendance, en 1958, nous avons déjà en commun une centrale hydro-électrique sur la rivière Rusizi qui nous sépare.

En ce moment, nous menons ensemble un troisième projet de construction de la centrale hydro électricité sur cette même rivière.

Ceci pour vous dire que cette sous-région a un cordon historique qui unit ses Etat membres.

Il est alors possible de creuser en profondeur pour mettre en évidence la racine réelle du conflit actuel.

33. En effet, ce conflit ne prend réellement son origine que dans la conséquence du génocide rwandais, quand la population a pris la voie de l'exil et que le gouvernement du Rwanda a pris la mesure de les poursuivre sur le sol congolais.

Depuis lors, la RDC n'a jamais retrouvé la paix car cette poursuite a causé non seulement la destruction totale de l'armée rwandaise de l'époque mais aussi elle a abouti à la destruction totale de l'armée zaïroise, causant ainsi la prolifération des armes dans les milieux civils congolais.

Et, cela a été une occasion pour les criminels de la région de se procurer des armes et d'occuper cette partie du territoire qui est entre l'Uganda, le Rwanda et le Burundi.

34. Ainsi, pour résoudre de problème, il faut attaquer par deux angles : le côté interne en RDC et le côté inter-état.

Pour le volet de la sécurité régionale, nous devons tous nous convenir pour désarmer, ou mettre hors d'état de nuire, tous les groupes armés étrangers qui se trouvent sur le sol congolais ; et nous engager, conformément aux principes énoncés au point 5 de l'accord-cadre, à ne pas tolérer, ni fournir une assistance ou un soutien quelconque à des groupes armés.

Ensuite, entamer les questions d'intérêt commun liées à la vie de nos peuples respectifs.

Dans ce sens, il n'y aura plus ce climat de suspicion entre nos États. Ça sera une occasion aussi de revitaliser la CEPGL.

35. En ce qui est du volet sécuritaire interne en RDC, l'action concrète consistera d'abord, à garantir la sécurité de tous les citoyens congolais à travers un cessez-le-feu et le désengagement des forces. Il faudrait désarmer tous les groupes et civils armés et à entamer le processus de dialogue inclusif qui aboutira à la définition d'un avenir commun à tous les congolais.

Il faudrait surtout se focaliser sur les bases de la stabilité intérieure des États qui sont notamment le renforcement de la bonne gouvernance, de la démocratie, de la lutte contre la corruption et l'exploitation illicite des ressources naturelles, la résolution du problème de réfugiés et le chômage, etc

Excellence, Mesdames, Messieurs,

36. Pour stabiliser nos pays et nos État, nous devons capitaliser les atouts immenses et notre richesse humaine dont les femmes et les jeunes occupent une place de choix pour la paix, la sécurité et le développement. Mais toujours, l'adéquation Paix et Développement qui sont intimement liés doit demeurer une priorité.

C'est ainsi que notre proposition de plan de paix pour l'Est de la RDC, insistant sur le démantèlement des forces négatives étrangères sur le sol congolais et la création d'un climat de confiance entre les État reste le couplet et le refrain de notre musique.

**Excellence Monsieur le Président de la République de l'Ouganda,
Excellences, Mesdames, Messieurs,**

37. Avant de clore mon allocution, je voudrais souligner que je laisse à mon successeur un dossier important, celui de poursuivre la revitalisation de cet Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région.

L'Accord-Cadre revitalisé sera un outil essentiel et jouera un rôle crucial pour asseoir une paix et un développement durables en RDC et dans la Région.

38. Enfin, malgré les défis, notre volonté commune, la bonne coordination des différentes initiatives pour la paix et le développement, le respect des prescrits des instruments internationaux dont la charte des Nations Unies et la Charte de l'UA, l'intégration et la solidarité régionale nous permettront de relever les défis et transformer la région des Grands Lacs en havre de paix et de développement car, « ensemble tout est possible ».

39. C'est sur cette note d'espoir que je clôture mes propos, tout en formulant pleins succès à mon successeur, Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni, à la nouvelle présidence du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre, qu'il avait par ailleurs assurée à l'occasion du 9^{ème} Sommet tenu en octobre 2018 à Kampala en Ouganda.

Je vous assure, cher grand frère, Président MUSEVENI, de mon soutien et de mon encouragement dans l'accomplissement de vos fonctions à la présidence de ce mécanisme.

Vive la paix, la sécurité, la solidarité et le développement dans la région des Grands Lacs

Que Dieu vous bénisse.

Je vous remercie, asanteni sana.